

Le dilemme des opérateurs face aux Gafam

TÉLÉCOMS

L'avenir des réseaux télécoms passera par plus d'informatisation et une probable externalisation sur le cloud.

Cette évolution suscite des questions techniques, stratégiques et de souveraineté.

**Thomas Pontiroli
et Florian Dèbes**

Ils n'ont pas encore fini de déployer la fibre, ni la 5G. Et pourtant, de nouvelles questions surgissent déjà pour l'avenir des réseaux des opérateurs télécoms. Eminemment technique, le sujet est en réalité surtout

stratégique. Dans une note de synthèse de l'Arcep à paraître vendredi, que « Les Echos » ont pu consulter, le gendarme des télécoms souligne l'enjeu autour de « *l'informatisation des télécoms* », une tendance en germe depuis des années et qui semble montrer le sens de l'histoire. En clair, c'est le mariage entre les « telcos » et les « techos ». Les opérateurs comme Orange ou SFR pourraient, à l'avenir, externaliser des pans de leur infrastructure à des acteurs du cloud comme Amazon ou Microsoft. De quoi soulever des questions de dépendance technologique et de souveraineté.

Pourquoi les opérateurs, qui investissent plus de 10 milliards d'euros par an pour bâtir leurs réseaux fixes et mobiles, et en avoir la pleine maîtrise, devraient-ils s'en remettre à des prestataires externes ? Pour des raisons économiques, essentiellement. D'après les échanges qu'a eus le gendarme des

télécoms avec Bouygues Telecom, Free, Orange et SFR, le cloud permet une flexibilité qui n'apportera peut-être rien au client final, mais qui pourrait « *faire baisser les coûts d'exploitation des réseaux* ».

Prudence des « telcos »
Paradoxalement, les opérateurs y vont à reculons. Face à une tendance à tout mettre dans le cloud qui n'est pas nouvelle et a déjà transformé de nombreuses industries (logiciels, finance...), l'Arcep remarque une certaine « *prudence* » dans le secteur. Certes, les « telcos » testent à foison les nouvelles technologies. Mais ils seraient davantage entraînés par leurs fournisseurs d'équipements, eux-mêmes de plus en plus « *informatisés* », que par une réelle volonté stratégique. Les cœurs de réseaux 5G conçus par Ericsson et Nokia sont, par exemple, vus comme un « *facteur d'accélération* » de l'informatisation des réseaux.

« La mise en nuage des fonctions réseaux est susceptible de soulever des enjeux de souveraineté dans la mesure où celles-ci pourraient entrer dans le champ d'application de réglementations étrangères. »

ARCEP

La note de l'Arcep donne plusieurs raisons à cette réserve des opérateurs. Les premiers déploiements de réseaux dans le cloud cumulent les griefs. « *Consommation énergétique plus importante, performances inférieures sous certains aspects, intégration compliquée* », liste le régulateur. « *Il s'agit probablement de péchés de jeunesse* », nuance Patrick Lagrange, chef de l'unité Fréquences et technologies à l'Arcep, pour qui les bénéfices réels pouront se mesurer à plus long terme.

Guerre des prix
Si cette prudence est observée sur d'autres marchés à l'international, cela n'a pas empêché de nouveaux entrants de signer leur arrivée dans les télécoms justement grâce à cette nouvelle génération de réseaux, comme Dish aux Etats-Unis, 1&1 en Allemagne ou Rakuten au Japon. Certains parmi ces nouveaux acteurs n'hésitent d'ailleurs pas à

capitaliser sur leur expérience afin de vendre leurs conseils à d'autres groupes. Reste à savoir comment le marché évoluera avec cette informatisation croissante des réseaux. Si le cloud abaisse la marche à l'entrée dans les télécoms, va-t-on assister à un déferlement de « nouveaux opérateurs » ? Il est peu probable que l'Arcep autorise ce genre de scénario, alors même que le marché, depuis qu'il compte quatre acteurs, est englué dans une guerre des prix destructrice de valeur.

En outre, pour le régulateur, « *la mise en nuage des fonctions réseaux est susceptible de soulever des enjeux de souveraineté dans la mesure où celles-ci pourraient entrer dans le champ d'application de réglementations étrangères* ». Quid d'une infrastructure qui repose en partie sur les serveurs d'Amazon, Microsoft et Google ? En l'état actuel des expérimentations, l'Arcep ne voit toutefois « *pas de risque majeur* ». ■